

**Discours de Son Excellence le Premier ministre Hassan Diab**  
**Discours marquant les 100 jours depuis le vote de confiance**  
**du gouvernement - Grand sérail - 21 mai 2020**

Chers compatriotes,

Il y a cent jours, le navire ramait face à de grosses vagues, l'eau l'infiltrant par de nombreux et importants trous. Réservoirs de carburant vides ; moteurs sans puissance ; porte de la salle de commande démontée; boussole cassée. Le navire coulait rapidement et les canots de sauvetage manquaient ou étaient inaptes à la navigation.

Il y a cent jours, nous n'avions pas d'autre choix que de prendre le commandement du navire. Une bande d'aventuriers se tenait sur le pont supérieur devant des yeux effrayés et inquiets et disaient aux passagers à bord : essayons de sauver le navire.

Les aventuriers se sont précipités vers la salle de commande et chacun d'eux a commencé à boucher les trous et à réparer les défauts... ils ont construit une voile avec leur corps et avec une main ferme sur le gouvernail ... et le voyage commença.

Il y a cent jours, nous cherchions un horizon au milieu des brouillards et des tempêtes, et nous essayions d'amortir les vagues pour que le navire ne coule pas.

Depuis que nous avons pris les rênes du gouvernement, le pays a plongé à une vitesse record. Un autre gouvernement aurait-il pu arrêter cet effondrement dramatique ?

Serait-il possible pour ceux qui ont causé l'effondrement et l'ont quitté au moment où il a plongé d'arrêter la chute ?

Mettons de côté l'inventaire des travaux du gouvernement au cours des 100 premiers jours qui ont suivi le vote de confiance et soyons tout à fait ouverts et clairs, en toute honnêteté, transparence et réalisme.

Lorsque les Libanais sont descendus dans la rue le 17 octobre, c'était l'occasion d'amorcer un tournant historique au Liban. Ce soulèvement révolutionnaire était sur le point d'atteindre l'objectif escompté du peuple libanais de construire un véritable État qui se débarrasserait du système corrompu et établirait l'État de droit.

La révolution a ouvert une brèche dans le mur de l'antagonisme ainsi que des intérêts et des alignements sectaires, confessionnels et politiques. Ainsi, le gouvernement actuel a été formé, a décidé de relever les défis et a élaboré un plan d'action ambitieux, réaliste et objectif.

Nous avons rapidement découvert que le Trésor public était vide et que l'arrogance empêchait le pouvoir en place de dire la vérité au peuple. Nous avons traité la vérité de manière réaliste et nous n'avons pas hésité à déclarer notre incapacité à payer les Eurobonds du Liban arrivant à échéance.

Dix jours seulement après le vote de confiance, à la veille de la difficile décision historique de suspension du paiement de la dette et de ses intérêts, et alors que nous essayions de gérer soigneusement les risques liés à cette décision, le cyclone du coronavirus a frappé notre navire, a tenté de le dévier, s'est imposé comme une priorité dans la lutte contre les défis et a dominé notre vie quotidienne. Cependant, nous n'avons pas été découragés ni frustrés et nous avons mis en œuvre notre plan d'action.

Notre décision audacieuse et notre choix judicieux ont sauvé le pays. Si nous avions payé les Eurobonds pour 2020, d'un montant de 4,6 milliards de dollars, nos capacités financières déjà faibles seraient devenues vulnérables et incapables de faire face aux implications financières, sanitaires et sociales de l'épidémie du coronavirus.

Faire face à l'attaque de l'épidémie a épuisé nos efforts, notre temps et nos capacités.

Il appartient aux citoyens d'évaluer les performances du gouvernement et au monde qui a été étonné par nos réalisations.

Néanmoins, l'ampleur des problèmes dans le pays et l'accumulation des crises vont bien au-delà de la capacité de contrôle de tout gouvernement, surtout à la lumière de la confusion internationale et de l'isolement que s'imposent les États. Cela a empêché le gouvernement de mettre en œuvre un plan visant à rechercher différentes formes de soutien financier en vue d'atténuer la crise financière étouffante qui frappe le pays et de lancer un plan de sauvetage.

Qu'avons-nous réalisé et où avons-nous échoué ?

Dans notre déclaration ministérielle, nous nous sommes engagés à mettre en œuvre un plan de 100 jours depuis le vote de confiance. Malgré la suspension de tous les délais au Liban, nous n'avons pas suspendu notre échéancier.

Revoyons notre engagement à l'égard de ce calendrier.

Nous avons lancé un atelier pour mettre en œuvre l'engagement du Liban à l'égard des recommandations de la conférence de CEDRE. L'atelier a réuni les ambassadeurs des pays concernés, qui ont témoigné de notre sérieux dans la mise en œuvre de ces engagements. Aujourd'hui, nous sommes sur la bonne voie pour rendre opérationnelles les décisions de la conférence CEDRE, afin que le Liban puisse rapidement bénéficier du plan de sauvetage financier lancé par le gouvernement, parallèlement aux négociations qui ont été entamées avec le Fonds monétaire international pour aider le Liban, sur la base du plan de réforme financière du gouvernement.

Je suis parti des dernières réalisations, car ce qui a été réalisé au cours des deux dernières semaines constitue le point de départ du progrès.

Le plan du gouvernement est une base solide sur laquelle nous pouvons nous appuyer pour restaurer l'infrastructure financière et

économique du Liban. Ce plan sera complété, dans quelques jours, par un plan économique intégré pour différents secteurs, afin de finaliser le premier plan économique financier de ce type pour le Liban. Le plan est basé sur des études et une compréhension objective de la réalité ; il définit une vision claire et développable pour exploiter les capacités du Liban dans le processus de redressement économique et financier en investissant dans les ressources humaines et naturelles. Nous sommes engagés dans un système économique libre, et nous sommes déterminés à faire passer notre économie d'une économie de rente à une économie productive.

Aujourd'hui, je peux annoncer en toute confiance que le gouvernement a réparé le chemin de fer et est en train de mettre le train sur les rails, la sirène annonçant le début du voyage de sauvetage.

Je peux également annoncer aujourd'hui que le gouvernement a réalisé 97 % des engagements pris dans la déclaration ministérielle pour les 100 premiers jours et environ 20 % des engagements inclus dans le plan d'un an.

Je peux déclarer aujourd'hui que le gouvernement a demandé aux ministères de réduire leurs coûts opérationnels de 15 à 20 %. Cela entraînera une réduction des dépenses publiques de 4 à 5 % dans le budget 2020, bien que le budget soit déjà austère.

Malgré l'épidémie mondiale du coronavirus, le danger qu'elle représente pour le Liban et la menace constante qu'elle fait peser sur la vie des gens, notre travail sur les différentes pistes ne s'est pas arrêté.

Nous avons réussi jusqu'à présent à assurer la protection maximale du peuple libanais face à l'épidémie du coronavirus, alors que le monde s'effondrait à cause de l'épidémie à laquelle les superpuissances n'ont pas pu résister, malgré leurs énormes capacités. Nous espérons surmonter cette phase délicate avec un

minimum d'infections, d'autant plus que les images rapportées dans les rues ne sont pas encourageantes.

L'épidémie du coronavirus nous a obligés à geler notre économie tendue et a généré des répercussions sociales et financières difficiles. Néanmoins, nous nous sommes efforcés de contenir certaines de ces répercussions sur les familles les plus démunies et nous continuerons à distribuer des aides sociales à ces familles. Il convient de mentionner qu'environ un million de Libanais bénéficieront directement de cette aide, en plus des autres aides distribuées par l'intermédiaire des municipalités, des associations et des institutions, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à environ deux millions de Libanais.

En ce qui concerne les réalisations, qu'il me soit permis d'esquisser le tableau suivant comprenant certaines des réalisations :

Lancement de l'audit du budget de la banque centrale pour la première fois dans l'histoire du Liban.

Invitation des donateurs à identifier et à récupérer les fonds pillés.

Adoption de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et des mesures immédiates pour lutter contre la corruption et récupérer les produits de la corruption.

Demande d'enquêtes sur les fonds qui ont été transférés à l'étranger avant et après le 17 octobre 2019.

Rédaction d'un projet de loi visant à lever le secret bancaire.

Reprise de la gestion et de l'exploitation du secteur de la téléphonie mobile et préparation d'un appel d'offres global.

Finalisation des lois relatives à l'indépendance et à l'organisation du pouvoir judiciaire.

Mise en place d'une politique pénale générale en excluant la détention préventive, sauf si elle est nécessaire.

Poursuite des négociations pour sous-traiter l'importation de gaz naturel via des unités flottantes de stockage et de re-gaséification (FSRU).

Finalisation de la première phase de prospection de gaz dans les eaux libanaises et préparation de la deuxième phase.

Préparation d'un projet de loi visant à ouvrir une ligne de crédit supplémentaire d'un montant de 1 200 milliards de livres libanaises dans le budget général 2020, destinée à faire face aux situations émergentes causées par l'épidémie.

Chers compatriotes,

Je suis pleinement conscient que beaucoup reste à faire, que les conditions sont très difficiles, que vous souffrez depuis trop longtemps et que vous avez atteint un point de désespoir concernant une éventuelle réforme qui réalise vos rêves d'un pays où les gens sont respectés.

Notre problème au Liban est que l'autorité, quelle qu'elle soit, considère les Libanais comme étant liés à elle, car elle est considérée comme indispensable.

Le plus grand problème est que les êtres humains sont sous-estimés au Liban ; en fait, l'autorité qui s'approprie l'État, ses institutions et ses capacités, se protège d'abord elle-même, avant d'envisager de protéger les êtres humains au Liban.

Les exemples abondent, mais le résultat est le même : le citoyen libanais se sent exilé, même chez lui.

La première priorité de ce gouvernement est de rétablir la relation entre l'État et le citoyen. Ici, l'État n'est pas une autorité, mais il est le gardien de son peuple, il le protège, le met à l'abri du danger, lui accorde ses droits et revendique ses droits, et lui fournit les services dont il a besoin.

La relation de confiance entre le citoyen et l'État ne peut être rétablie si l'État prend et ne donne pas. L'État perçoit des droits et des taxes, mais qu'a-t-il offert aux citoyens ? Pas d'électricité ! Eau polluée ! Rues sales ! Pas d'hospitalisation gratuite ! Corruption dans l'administration ! Corruption dans la politique ! Gaspillage des fonds publics ! Echec de projets ! Courtages obscènes ! Routes impraticables ! Prix prohibitifs ! Manipulation criminelle de la livre libanaise !

Ce sont des faits, n'est-ce pas ? Cette énumération n'est-elle pas suffisante pour montrer la mauvaise relation entre l'État et les citoyens ?

Nous voulons changer cette relation. Nous déployons de grands efforts dans ce sens. Cependant, nous nous heurtons à de nombreux obstacles, murs et fortifications, et les esprits sont pétrifiés. Néanmoins, nous continuerons à travailler, et nous avons besoin du soutien des gens pour pouvoir changer le stéréotype de l'État.

Nous pensons que l'État, tout État, ne peut être stabilisé que si ses citoyens se sentent en sécurité. Malheureusement, l'État n'a pas assuré la sécurité de ses citoyens. Mais je vous assure, avec

confiance, qu'il y a un grand espoir de réaliser cette transformation qui fait des gens des partenaires dans la construction de l'État où la valeur humaine est respectée et où les citoyens jouissent d'une stabilité qui les rassure sur leur présent et sur l'avenir de leurs enfants.

Chers compatriotes,

La moitié du peuple est ennemie de l'arbitre... pourvu que justice soit faite.

Ce gouvernement est sorti des sentiers battus en ce qui concerne la formation habituelle des gouvernements au Liban. Par conséquent, le succès de ce gouvernement marquera le début du changement de paradigme au niveau de la gouvernance et du pouvoir, ainsi que l'ajustement du déséquilibre existant dans la relation entre l'État et ses citoyens.

Nous savons que certains cherchent à contrecarrer le gouvernement, que ce soit pour des intérêts politiques ou personnels, mais nous sommes déterminés à continuer à offrir un modèle de performance et de travail, malgré les nombreuses difficultés auxquelles nous sommes confrontés.

Certains demanderont : "Qu'a fait ce gouvernement ? Qu'a-t-il fait pour atténuer la crise ?

Nous savons que certains tentent de faire de la propagande comme quoi le gouvernement fait des promesses non tenues.

Mais la vérité est différente. En seulement 100 jours, nous avons accompli beaucoup de choses et relevé de nombreux défis, avec audace, ouverture et transparence. Nous n'avons rien à cacher, nous ne voulons pas faire de la fanfaronnade et nous ne voulons pas être distraits par des batailles politiques stériles. Parler moins, travailler plus est notre devise, car nous nous rendons compte que les Libanais ne font plus confiance aux mots et sont fatigués des

luttons verbales délirantes qui tentent d'attiser le fanatisme pour servir des intérêts personnels ou politiques.

Nous voulons mobiliser un seul fanatisme, qui est celui du patriotisme fanatique.

L'intérêt du gouvernement et les intérêts des Libanais résident dans la reconfiguration de la relation entre l'État et le peuple.

Nous voulons l'État, seulement l'État, avec ses institutions inclusives, ses fondations solides, sa structure solide et sa coupole qui protège tous les citoyens.

Chers compatriotes,

Nous n'avons pas d'autre choix que de nous unir et d'endurer les difficultés, car cet esprit va alimenter l'élan pour traverser le tunnel le plus rapidement possible.

Nous avons franchi la première étape et l'avenir pourrait porter des difficultés supplémentaires ; cependant, des lueurs d'espoir se dessinent au bout du tunnel.

Oui, il y a de l'espoir... Nous avons de grands espoirs que nous surmonterons les difficultés avec plus de souplesse. Nous allons commencer à voir les bourgeons de ce que nous avons planté pendant cent jours, et il ne faudra pas longtemps avant de récolter les fruits.

Je suis bien conscient de la souffrance du peuple libanais à cause de la hausse du taux de change du dollar américain par rapport à la livre libanaise, et des implications d'une telle hausse sur les prix des denrées alimentaires et des biens de consommation ainsi que d'autres produits de base.

Nous traitons cette question de manière approfondie et attentive. J'annonce dans ce contexte que des mesures ont déjà été prises, puisque le gouverneur de la banque centrale m'a promis que la

BdL interviendrait sur le marché dès aujourd'hui pour protéger la livre libanaise et freiner la hausse du taux de change du dollar.

J'annonce également que l'importation des produits alimentaires de base sera subventionnée selon des tableaux déjà fixés, qu'il y aura un suivi quotidien pour réduire les prix des denrées alimentaires et que les Libanais assisteront bientôt à une baisse des prix de ces produits de base.

Chers compatriotes,

Voici notre engagement : nous continuerons à travailler pour apporter des changements positifs dans notre pays.

Nous comptons sur vous pour poursuivre le processus de réforme que nous avons lancé et pour faire avancer la construction de l'État qui protège le présent et l'avenir de son peuple.

Vive le Liban !